

# Le pouvoir aux travailleurs

02 SEPT 1999

N° 67

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- HAUSSE DE PRIX, MISERE ACCRUE LA NECESSITE DE S'ORGANISER POUR SE DEFENDRE !	2 - 3
- LES EMPOISONNEURS ! .....	3 - 4
- AUGMENTATION DES PRIX : AUX PAUVRES DE PAYER !	4 - 5
- LA MACHINE REPRESSIVE DE L'ETAT EN MARCHÉ .....	6
- LIBEREZ BLE COUDE ET SES CAMARADES .....	7 - 8
- LE COMMERCE SUR LES MALADES ET LES MORTS .....	8
- TEMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR DU BATIMENT .....	9
- LA MISERE MORALE, SES VICTIMES ET SES RESPONSABLES .....	9 - 10

## HAUSSÉS DE PRIX, MISÈRE ACCRUE LA NECESSITE DE S'ORGANISER POUR SE DEFENDRE !

*La hausse du prix du pétrole et des transports est une véritable provocation.*

*Les masses pauvres vivent déjà dans une misère sans nom. Combien sont les travailleurs qui, avant même la hausse des prix, étaient contraints de prolonger leurs journées de travail par des heures de marche, car ils étaient déjà dans l'incapacité de consacrer au transport une fraction importante de leur salaire ? Comment feront-ils demain pour les déplacements qu'ils ne peuvent pas faire à pied ? Comment feront les chômeurs, les paysans pauvres ? Et la hausse du prix des transports entraînera, entraîne déjà en cascade, celle de toutes les marchandises indispensables!*

*Ceux qui ont pris cette décision, les richissimes trusts du pétrole, le gouvernement, ont le cynisme de parler de la "bonne santé" de l'économie ivoirienne, de croissance à deux chiffres ! Mais c'est seulement le signe qu'il y a deux pays en un seul ; que leur Côte d'Ivoire et celle de la majorité de la population, ce n'est pas le même pays.*

*Pour la petite minorité de riches, d'affairistes, de propriétaires d'usines ou de plantation, de banquiers, de gros commerçants, sans parler des escrocs en tout genre et des politiciens comme des hauts fonctionnaires qui s'enrichissent en volant l'Etat, la Côte d'Ivoire est un Eldorado où on peut s'enrichir vite et beaucoup. Mais pour la majorité, pour ceux dont le travail - quand ils en ont un - enrichit les autres, pour les ouvriers et les employés mal payés, pour les petits paysans qui nourrissent tout le monde et qui ont du mal à se nourrir eux-mêmes, la simple survie au jour le jour est un problème. Et c'est cette survie même que menace chaque hausse générale des prix.*

*Alors, ceux qui ont réagi avaient mille fois raison. Ceux qui ont manifesté à Youpougon, ou dressé des barricades à Songon et aux abords de Dabou, ont choisi la seule méthode susceptible de faire reculer ceux qui nous gouvernent : la protestation violente. Car on pouvait et on peut encore faire reculer le gouvernement sur cette hausse de prix. Les réactions violentes de la population ont fait déjà reculer le gouvernement il n'y a pas si longtemps lorsqu'il a voulu augmenter les prix des transports publics.*

*Ces gens-là, là haut, n'ont aucune pitié pour les pauvres, ils sont capables de les laisser crever la bouche ouverte. Mais ils ont en même temps peur d'eux, car ils savent que le jour où la misère et la colère mettront en mouvement tous les pauvres, leurs "brigades anti-émeutes" seront balayées comme des fétus de paille et plus personne ne pourra défendre leurs belles villas et leurs coffres forts.*

*Ce n'était pas encore le cas cette fois - du moins, pas jusqu'ici. Ceux qui ont réagi en premier ont été insuffisamment nombreux. Etant donné le mécontentement général, ils auraient peut-être pu en entraîner d'autres. Mais ils n'étaient pas organisés pour cela, et leur combativité s'est épuisée face à une police qui, elle, est organisée, savait ce qu'elle voulait et était capable de se déplacer d'un "point chaud" à un autre, et les briser les uns après les autres.*

*Les possédants maintiennent leurs forces de répression mobilisées en permanence. L'armée des pauvres est confrontée à la nécessité de se mobiliser dans le feu de l'action. C'est évidemment plus difficile, car les premiers mobilisés peuvent être dispersés et découragés avant que les seconds les rejoignent. Ce problème est surmontable. Les premiers à se lancer peuvent avoir pour stratégie de consacrer leurs forces à aller chercher les autres, dans les entreprises, sur les chantiers, dans les quartiers populaires - un peu comme les étudiants et les élèves savent parfois le faire, en allant d'école*

à école - au lieu de se fixer trop tôt sur un nombre limité de barricades, immobiles et vulnérables, ou au lieu de s'épuiser dans des affrontements inégaux avec les brigades d'intervention. Oui, tout cela est possible, mais cela nécessite une organisation.

Ce qui manque aux travailleurs, aux couches populaires, c'est précisément une organisation qui se place entièrement du point de vue de leurs intérêts, qui soit prête à réagir lorsque les riches ou les gouvernants prennent des mesures inacceptables qui aggravent la misère. Sans la colère collective des classes populaires qui, seule peut donner la force nécessaire pour faire reculer ceux d'en face, même une telle organisation serait impuissante. Mais sans une telle organisation, même les coups de colère les plus violents des pauvres peuvent n'aboutir qu'à des succès momentanés, remis en cause par le pouvoir dès que le rapport des forces aura changé.

Or aucun parti, aucune force, en particulier politique parmi celles qui ont pignon sur rue n'est au service des travailleurs et des classes populaires, ni en permanence, ni même occasionnellement. La hausse de prix en cours en constitue une illustration frappante.

Il n'est évidemment même pas la peine de parler du parti au pouvoir. Mais il n'était pas plus question pour les partis d'opposition de donner aux masses pauvres les moyens de se défendre. Les leaders se sont prudemment tus. Mais même les quelques seconds couteaux qui se sont manifestés, ou encore les journaux de l'opposition qui se sont permis de dénoncer les hausses des prix, se sont contentés de se démarquer des mesures et en ont profité pour critiquer le gouvernement. Leur seul objectif, c'est de profiter de l'occasion pour augmenter l'électorat, les uns, de Gbagbo, les autres, d'Ouattara.

Mais ni Gbagbo, ni Ouattara ne veulent donner aux masses populaires le goût de se battre et surtout, les moyens d'être efficaces. Ils veulent bien tirer un profit électoral du mécontentement pour être élus en 2000, mais l'un comme l'autre préférerait ne pas être élu, plutôt que de l'être sous la pression des masses révoltées, ou même en suscitant parmi eux trop d'espoirs. Car ces gens-là savent très bien qu'une fois au pouvoir, ils gouverneront au profit des riches, des grands trusts et qu'ils auront à prendre le même genre de mesures qu'en prennent Bédié et consorts. Alors, ils ont tout aussi peur des masses qui se battent que ceux qui s'accaparent aujourd'hui le pouvoir.

Voilà pourquoi, il faut aux travailleurs un parti à eux. Un parti qui ne pense pas, pour agir, aux intérêts des riches, de leurs affaires et de leurs profits, mais à ce qui est nécessaire aux pauvres. Un parti qui soit parfaitement conscient qu'il n'y a pas un "intérêt national" au-dessus du tout ; qu'entre les riches et les pauvres, entre les capitalistes et leurs travailleurs exploités, il faut choisir - et dont le choix fondamental serait le camp de ces derniers. Un parti qui n'hésiterait pas à se battre pour des mesures assurant le nécessaire aux travailleurs, même s'il faut pour cela prendre dans les profits et les richesses des plus riches.

Il faut enfin aux travailleurs un parti qui ne se contente pas de prendre la défense verbale des travailleurs, mais qui ait la volonté d'organiser leur combat.

Les masses pauvres ont su, à plusieurs reprises dans le passé, répliquer à certaines des innombrables ignominies du gouvernement et des riches, par des réactions spontanées. Elles le feront encore dans l'avenir - et c'est là l'espoir. Mais il faut en même temps que des femmes et des hommes, des jeunes, qui sont révoltés par les inégalités criantes dans ce pays, par les injustices, l'oppression et la corruption, sachent s'associer pour créer un parti dont l'ambition ne serait pas de gouverner au nom des riches, mais d'organiser les travailleurs et les pauvres en force politique.

## LES EMPOISONNEURS I

Allassane Ouattara n'est pas un ami des travailleurs. C'est une copie conforme de Houphouët dont il avait été le Premier ministre ou de Bédié, dont il avait été l'alter ego parmi les hauts dignitaires du régime. Son élection ne changerait en rien la vie des travailleurs : il serait aussi anti-ouvrier, aussi dévoué aux riches que l'est celui qui occupe aujourd'hui le fauteuil présidentiel.

Cela dit la campagne crapuleuse et ordurière déclenchée contre lui par le régime et par les prostitués de la plume à son service concerne tous les travailleurs. Car cette campagne portant sur les origines réelles ou supposées d'Ouattara véhicule, au nom de cette stupidité sans nom qu'est "l'ivoirité", le mépris de l'étranger et la haine ethnique.

On sait où la haine ethnique avait conduit au Rwanda ou plus près encore, au Libéria. On sait l'étendue des massacres, on sait les souffrances et il ne faut pas beaucoup d'imagination même à ceux qui n'ont jamais mis le pied ni au Rwanda, ni même au Libéria, pour comprendre que les peuples de ces pays, toutes ethnies confondues, payeront pendant des générations les conséquences matérielles et morales des affrontements ethniques.

Or, au Rwanda, les massacres ont été préparés, pendant des mois, par la démagogie de cette "Radio des mille collines", qui jouait sur l'ethnisme pour soutenir la clique au pouvoir. Bien avant que les extrémistes sanguinaires au service du pouvoir ou les abrutis qui se sont laissés entraîner par la propagande ethniste tuent à coups de haches, de machettes ou de couteaux, les journalistes de cette radio avaient tué avec leurs paroles.

Ce sont eux qui ont commencé à

aiguiser les préjugés ethnistes, à en fabriquer là où il n'y en avait pas, à les aggraver, à dresser les ethnies les unes contre les autres. Voilà ce qu'est en train de faire la clique au pouvoir dans notre pays. Voilà ce que sont en train de faire les pisses-copies de Fraternité Matin, de National ou de Démocrate. Mais les journaux proches du RDR ou du FPI valent à peine mieux car ils répondent sur le même terrain, celui des origines de Bédié ou de la nationalité de ses parents.

Qu'est-ce que ça peut nous faire que la mère ou le père d'Ouattara ou de Bédié soient nés en Côte d'Ivoire ou ailleurs ? Ils sont des ennemis des travailleurs et tout à fait "étrangers" à la population pauvre, à ses problèmes, à ses aspirations, à ses intérêts, ça oui ! Mais ce n'est pas à cause de leurs origines nationales et ethniques, mais parce qu'ils sont vendus corps et âme au monde des riches dont ils font partie.

Disons-nous bien, que la principale victime de cette campagne, ce ne sera même pas Allassane Ouattara. Au pire des cas pour lui, il ne risque que son élection. Mais la population payera, et très cher, si le poison de l'ethnisme et de la xénophobie se répand parmi nous.

Dans ce pays où il y a 90 ethnies et où beaucoup d'entre elles sont à cheval sur plusieurs pays, inoculer ce poison aux travailleurs et aux pauvres, c'est, au minimum, rendre la vie de plus en plus difficile dans les quartiers voire, à l'intérieur des cours communes, c'est au minimum multiplier les disputes entre les originaires des différentes ethnies. Pour les riches, pas de problèmes, chacun peut vivre sa vie dans sa villa, et

d'ailleurs, entre riches, ils savent s'entendre.

Propager le poison ethniste parmi les travailleurs, c'est aussi les priver dans les entreprises ou sur des chantiers, de la solidarité minimale sans laquelle ils ne pourront même pas sauver leur dignité et à plus forte raison, à résister à ceux qui les exploitent et qui les réduisent à la misère.

Ceux qui écrivent les torchons ethnistes et ceux qui les inspirent, ont fait des études, se croient cultivés et intelligents. Le jour où leurs plumes seront relayées par des couteaux ou par des machettes, certains d'entre eux s'en laveront les mains, et dénonceront l'ignorance et la barbarie de la population. Mais ce sont eux qui arment, des aujourd'hui, les mains des assassins de demain. Et si les hostilités ethnistes qu'ils ont soulevé tourment à la catastrophe, comme au Libéria ou au Rwanda, les inspireurs de la campagne actuelle auront toujours la ressource d'aller s'installer ailleurs. Eux, ils ont l'argent et les relations pour cela.

Pas la majorité de la population. Pas nous, les travailleurs.

Alors, ne les laissons pas faire. On ne peut sans doute pas les empêcher de déverser leur bile dans les journaux parce que pour ces gens-là, mentir, servir les riches et les puissants - ceux d'aujourd'hui pour les uns, ceux de demain pour les autres - vendre leur cerveau, et leur capacité d'écrire au plus offrant, c'est cela, la liberté de la presse. Mais nous pouvons au moins mépriser ce qu'ils disent ou écrivent et se garder de tout contact avec eux, car ils sont porteurs d'un virus plus dangereux que celui du SIDA, et plus contagieux. Nous pouvons, au moins dans nos rangs, préserver la fraternité et la solidarité entre travailleurs et entre pauvres, notre seule arme pour nous défendre aujourd'hui, et pour nous débarrasser demain d'une organisation économique et sociale qui non seulement nous maintient dans la misère matérielle, mais nous conduit tout droit vers la barbarie.

### AUGMENTATION DES PRIX : AUX PAUVRES DE PAYER !

Après la première vague d'augmentation du prix des carburants intervenue le 10 août dernier, avec une hausse moyenne de 15% : 7% pour le gasoil, 17% pour le super 22% pour l'essence et 8% pour le pétrole lampant, la presse du 01 septembre parle maintenant d'une deuxième vague d'augmentation de l'ordre de 9% pour le gasoil, de 13% pour le pétrole et de 1% pour le super. Déjà, avec la première vague de hausse, les coûts du transport en commun avaient augmenté de 25% à 40% pour les longs trajets et de 50% en moyenne pour les Wôro-wôro et les gbaka. Sur les marchés aussi, les prix avaient augmenté : ainsi le kilo du riz qui coûtait 300F passait à 350F. Le part de 100 F de charbons passait à 150F. De façon générale, le prix de la banane,

du manioc ou de l'igname était partout à la hausse.

Comme on l'avait vu, le point de départ de toute cette série de hausse des prix a été l'augmentation du prix du carburant.

Avec la première vague d'augmentation, le gouvernement nous disait que l'origine de cette hausse venait de celle du prix du dollar... qu'il ne maîtrise pas. Histoire, probablement, de nous faire croire, que les responsables de cette hausse sont les pays étrangers. Et que face à cette situation, non seulement il n'y peut rien, mais qu'il est obligé de subir. Admettons.

Mais il y a 6 mois encore, le dollar était

en baisse. Et alors ? Est-ce que, pour autant, le prix du carburant avait baissé ? Bien sûr que non ! Depuis des années, il ne cesse même d'augmenter ! Non seulement les trusts du pétrole, les Elf, Shell, T&E et consorts en tirent d'énormes profits, mais le gouvernement lui-même y gagne dans cette affaire. En effet, quelle est la part versée à l'Etat, directement ou indirectement, dans le prix du carburant ? Parce que l'Etat, il ne faut pas l'oublier, en tire justement d'énormes entrées d'argent en TVA et autres ASDI.

Ce qui veut dire que montée du Dollar ou pas, l'Etat pouvait diminuer sa marge, en faisant en sorte que le prix du carburant n'augmente pas, pour ne pas encore aggraver la vie des petites gens déjà très difficile.

Quant aux trusts du pétrole eux-mêmes, ils ramassent d'énormes profits dans la vente du carburant. Leurs richesses respectives dépassent même souvent la richesse d'un Etat comme celui de la Côte d'Ivoire. Si l'initiative de l'augmentation que nous venons de subir venait de ces trusts-là, le gouvernement ivoirien, s'il le voulait, pouvait tout aussi bien leur imposer une réduction de leur marge bénéficiaire. Mais ce gouvernement est incapable, de lui-même, d'une telle mesure. Il est non seulement à son service, mais avec cette augmentation, il trouve, comme on l'a vu, lui aussi son compte. Il faut bien que les travailleurs et la population pauvre en général remboursent, n'est-ce pas, les 18 milliards, voire les 23 milliards, que des ministres ont récemment détournés des caisses de l'Etat !

Evoquant la hausse du prix des carburants, les transporteurs ont aussitôt augmenté leurs prix, suivis à leur tour par les

marchands. Pour les plus gros d'entre eux, c'était une occasion d'augmenter leurs profits. Pour les plus petits, de protéger leurs propres revenus. Seuls les travailleurs salariés ne sont pas en situation de se protéger, car leur salaire ne dépend pas d'eux-mêmes, mais de leur seul patron.

Où est-ce qu'on a vu des travailleurs décider d'augmenter, eux-aussi, leurs salaires parce que le prix du manioc a augmenté dans les marchés ? Dans quelle entreprise a-t-on vu les travailleurs augmenter leur salaire suite à cette série d'augmentations qui aggrave pourtant leur situation déjà précaire ? Et pourtant, ce ne serait que simple justice.

Les salariés, les travailleurs, sont en effet une classe sociale qui n'a aucun pouvoir pour influencer sur leurs revenus. Les autres catégories, les marchands, par exemple, ont encore la maîtrise de leur prix. Les augmentations qu'ils décident peuvent être légitimes lorsqu'il s'agit de petits marchands qui essaient de se défendre face à d'autres augmentations dont eux-mêmes sont victimes. Cette hausse est par contre révoltante lorsqu'il s'agit de gros intermédiaires, de grosses compagnies de transport qui ont augmenté au-delà même de la hausse du prix du pétrole. En tous les cas, même là, ces dernières ont plus ou moins de choix suivant leur puissance.

Mais il n'y a pas de justice dans le système capitaliste ! La classe des travailleurs n'a que ce qu'elle est capable de défendre par la lutte. Aucun gouvernement, par lui-même, ne peut défendre les intérêts de la classe opprimée, tant qu'il n'est pas contraint par cette dernière.

\*

\*

\*

## LA MACHINE REPRESSIVE DE L'ETAT EN MARCHÉ

Le mercredi 25 août dernier, la population exaspérée par une nouvelle augmentation de 50% du coût du transport suite à la hausse du prix du pétrole, est descendue dans la rue. C'est en particulier la population de la commune de Yopougon, un quartier populaire de la ville d'Abidjan, qui avait pris, comme d'habitude, le devant du mouvement. Partout dans le quartier, les jeunes aidés par les femmes vont placer des barricades pour empêcher la circulation des Gbaka et taxis communaux. Et c'est lors de ce coup de colère légitime pour protester contre cette nouvelle manière de pressurer encore plus la poche de la population pauvre qui déjà n'en peu plus, que la police de Dibanon a fait encore une nouvelle victime.

Cette police qui, comme d'habitude, a la gâchette facile, a utilisé cette fois-ci dans sa barbarie offensive, les bombes lacrymogènes comme vraies armes pour frapper en plein visage un jeune homme. Ce n'était pas un hasard mais au contraire la manière voulue par la machine oppressive de l'Etat pour faire peur à tous ceux qui veulent manifester leur colère, surtout à la masse que le mécontentement gagne de jour en jour.

Mais les assassins, ce ne sont pas

seulement les policiers. Le blessé est mort après avoir passé plus de 7 heures au CHU de Yopougon sans recevoir le moindre soin. Comment expliquer cette négligence à laisser mourir dans l'indifférence un patient qui gît dans son sang depuis 11 heures et ne sera reçu qu'à 17 heures dans la salle de réanimation après avoir perdu connaissance ? Cela montre bien, que nous vivons dans une société barbare qui n'a pour seule morale que l'argent.

Sinon que dire d'un centre hospitalier à la taille de celui de Yopougon qui ne manque ni de moyens ni de personnels compétents pour soigner une hémorragie.

Ce n'est pas seulement suite à des brutalités policière que des hommes meurent dans ces hôpitaux dont la vocation est de guérir. Tous ceux qui même gravement malades ou accidentés, vont à l'hôpital pour se faire soigner, mais n'ont pas d'argent, se retrouvent sans soins et sans médicaments. Les médecins ne prennent souvent même pas la peine de se déplacer.

Oui, les brutés sans coeur ne portent pas tous l'uniforme de la police. Ils peuvent porter la blouse blanche. Tous sont engendrés par un système infâme où seul compte l'argent, et pas les êtres humains.

## LIBEREZ BLE COUDE ET SES CAMARADES

Blé Coudé, Secrétaire Générale de la Fesci est arrêté depuis le 17 août. Après l'avoir gardé dans ses griffes dans des conditions qu'on imagine, pendant une dizaine de jours, la police l'a incarcéré à la Maca sans autre forme de

procès. Ce fait est révoltant.

Cette arrestation est intervenue pendant que plusieurs dizaines d'autres élèves et étudiants (dont Kouassi Kouamé, autre

responsable de la Fesci) continuent de croupir dans les prisons du régime.

D'un côté, la police, la gendarmerie, la sûreté et l'armée se livrent à une répression musclée capable de tuer comme ce fut le cas récemment à Yopougon. De l'autre côté les truands du régime multiplient leurs discours sur leur "démocratie apaisée" sur leurs bonnes intentions de "transparence électorale". Ils viennent même de "finaliser des points d'accord" avec l'opposition, pour les élections de l'an 2000.

D'un côté des discours pour endormir le bon peuple et de l'autre la matraque.

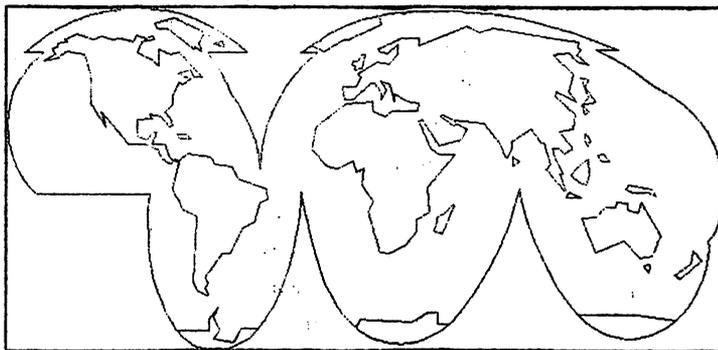
On peut penser bien des choses sur les aspirations des étudiants, sur les limites que les dirigeants de la Fesci ont donné au mouvement. En lui-même le mouvement de la jeunesse estudiantine ne menace en rien le système. Mais même cela le pouvoir a choisi de briser. Il a fait ce choix parce que ce qu'il cherche à tout prix c'est d'empêcher que ce

mouvement de protestation puisse éventuellement contaminer d'autres couches sociales. Il anticipe sur le fait que les travailleurs pourraient par exemple à la faveur d'un climat de trouble durable faire leur propre entrée dans l'arène de la lutte, cette fois avec leurs propres revendications. C'est ce que le régime et même l'opposition veulent à tout prix éviter.

Pour l'instant le climat de contestation ne prend pas vraiment ce chemin, mais la répression anti-jeunes à laquelle se livre les sbires de Dibonan, si elle continue, finira peut-être par transformer l'écoeurement légitime mais passif des travailleurs en conscience de leur propre sort.

En attendant il faut que Blé Coudé et ses camarades soient libérés. Bien entendu nous sommes solidaires, nous joignons notre voix à celle de tous ceux qui luttent pour leur libération immédiate et sans conditions.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

---

## L E U R   S O C I E T E

---

### LE COMMERCE SUR LES MALADES ET LES MORTS

L'Etat ivoirien vient de lancer un appel d'offres international pour la couverture d'assurance maladie.

On vit dans un pays où les malades, les accidentés du travail ou de la circulation payent souvent de leur vie les défaillances graves du système hospitalier ivoirien.

Qui n'a pas eu sa mère, son père, sa soeur, son enfant, un membre quelconque de sa famille, se faire soigner dans les CHU, et partir sans avoir reçu le moindre soin faute d'argent ou faute d'une connaissance dans ces hôpitaux ? Combien n'y ont pas laissé leur vie à cause d'une maladie ou d'un accident pourtant guérissable ? Combien de mères et de pères n'ont pas pleuré impuissants face à ce genre de situation révoltante ?

Non seulement le système hospitalier se dégrade parce que l'Etat se désengage d'année en année, mais en plus, le contre-coup de cette situation c'est que les soins gratuits il y a quelques années encore, sont devenus payants aujourd'hui. Ceux qui l'étaient déjà sont devenus toujours plus chers et de moins en moins accessibles aux plus pauvres.

Face à cette situation dramatique, la seule chose que le gouvernement trouve à faire, c'est de lancer un appel d'offres à des entreprises capitalistes spécialisées dans l'assurance maladie. Les entreprises qui concourent font partie de trusts gigantesques, américains ou européens, qui dominent le marché mondial des assurances.

Personne n'ignore pourtant que ces

entreprises ne s'occupent pas des malades par solidarité ou par générosité d'esprit. Comme toute entreprise capitaliste, elles veulent faire du profit. Elles n'accepteront de prendre en charge que ceux qui ont déjà de l'argent. Alors que, justement, ce sont ceux qui n'en ont pas, qui ont besoin d'une couverture sociale ou de prise en charge.

Ainsi, dans cette société pourrie, même la maladie et les malades sont sources de profit.

Les assurances profiteront en premier lieu à ceux qui sont déjà assez riches pour se payer des soins médicaux dans des cliniques privées voire, aller se faire soigner à l'étranger. Elles permettront tout au plus à des catégories moyennes, à des cadres et au mieux, à la fraction des travailleurs la moins mal payée, à pouvoir se faire soigner, moyennant de gros efforts d'économie.

Mais la majorité des travailleurs, les chômeurs, même en faisant des économies, n'auront pas les moyens de payer les cotisations.

Ce qui serait normal, c'est que toutes les catégories de travailleurs et toute la population pauvre sans exception, puissent bénéficier d'une couverture minimale obligatoire. Ce devrait être à l'Etat d'assurer les cotisations pour ceux qui ne peuvent les payer.

Ce serait un meilleur usage de l'argent de l'Etat que de le laisser voler par des ministres. Aucun gouvernement ne décidera de plein gré une pareille mesure juste et humaine : il faudra la lui imposer.

---

## L E U R   S O C I E T E

---

### TEMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR DU BATIMENT : LA SOCIETE INTER-BAT : LES TRAVAILLEURS SUR-EXPLOITES

Ici nous sommes à l'Inter-Bat où le patron de cette société de construction se Moque totalement des travailleurs car il les fait travailler sauvagement pour un salaire de misère. Cela se traduit par le non respect des 8 heures de travail. Le salaire est en dessous des 211F légal. Une fois la fondation et le dallage terminés, le patron sous-traite avec des tâcherons qui aggravent encore plus l'exploitation que subissent les travailleurs.

De surcroît, ce patron ne dispose d'aucune boîte de secours. Lorsqu'un travailleur est blessé, il est laissé à lui-même.

Un de nos camarades a travaillé à Inter-

Bat pendant 6 mois sans repos. Même pas les jours fériés. Il était au coulage du béton. C'est ainsi qu'il a attrapé une maladie très grave. Le patron s'en est lavé les mains avec tout le mépris dont ces gens-là sont capables, en disant qu'il a été piqué par des moustiques chez lui et que ce n'est pas le travail qui a provoqué la maladie. C'est ainsi que ce camarade est allé se faire soigner chez lui, sans moyens, sans revenu. Une fois un peu retapé, il est revenu pour reprendre son poste. Mais le patron lui a tout simplement dit qu'il était renvoyé.

Ce sont des pratiques injustes. Il va bien falloir qu'ils nous paient ça un jour et au centuple !

### LA MISERE MORALE, SES VICTIMES ET SES RESPONSABLES

Un journal local a récemment consacré un long article sur une sombre histoire de sorcellerie. Le journaliste très superstitieux, ne tarit pas d'éloges envers un "guérisseur" dont il fait la promotion. Il est tellement admiratif devant cet individu pourtant méprisable, qu'il fournit son adresse pour que des gens y aillent se faire plumer.

Ce truand déguisé en guérisseur profite de la détresse et de la naïveté de ceux qui viennent recourir à son service. Cette fois la

victime est une femme qui a du mal à avoir un enfant. Eh bien, cet individu réussit à lui faire croire que ce sont ses propres frères cadets, des gamins âgés de 7, 8 et 10 ans qui l'empêchent d'enfanter. Ils agiraient ainsi sur recommandation d'une confrérie de sorciers à laquelle ils sont censés appartenir. Dans la même lancée, ce fameux guérisseur réussit un autre exploit. Il fait arrêter une vieille dame sans défense, qui selon lui ne pourrait-être que sorcière puisqu'elle se serait révélée complice des gamins en osant leur apporter aide et

---

**L E U R   S O C I E T E**

---

protection.

Les 3 enfants ainsi que la vieille dame ont été maltraités, ligotés et déshabillés devant public, photos du reporter à l'appui. "*Voyez vous-même la maison que j'habite. Ce sont des personnes que j'ai guéries qui l'ont meublée et qui l'ont équipée avec des appareils électro-ménagers*", déclare ce truand déguisé en guérisseur. Ce qui est très grave c'est que ce genre de cas est tellement fréquent qu'il devient presque un fait banal.

Visiblement l'ignorance, la superstition et tout ce qui tire la société en arrière sont loin de reculer dans ce pays. Mais comment s'en étonner puisque les intellectuels qui écrivent dans les journaux, eux qui ont pourtant le privilège d'accéder à l'éducation, à la science et à la culture, non seulement ne dénoncent pas les pratiques obscurantistes, mais au contraire acceptent de mettre leur savoir au service de cet obscurantisme le plus rétrograde. Il n'y a pas de doute, c'est par la tête que cette société est pourrie.

\*

\*

\*

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
  - donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.
  - favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale
- La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
  - combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
  - contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
  - oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.